

Des régions capitales !

Robert Fleury
Éditorialiste.

Plusieurs régions ne suivent plus. Nos régions-ressources peinent à se développer, à garder leurs jeunes. C'est un triste constat que trace le ministère du Développement économique dans son *Portrait socio-économique 2006* des régions. Faut-il s'en étonner ? Pas vraiment. Il est toutefois inquiétant de réaliser que les disparités régionales augmentent au lieu de s'atténuer !

Pendant que Montréal et Québec connaissent une croissance supérieure à la moyenne, les régions-ressources stagnent. Ainsi la capitale a obtenu 12,7% des nouveaux emplois qui ont été créés depuis 10 ans alors les régions-ressources en ont obtenu trois fois moins. Dans le cas de la

Gaspésie, l'augmentation n'a été que de 0,7%. Ce taux de croissance des emplois à Québec a d'ailleurs été le plus élevé des régions.

L'an dernier, le taux de chômage a été au plus bas à Québec chez les jeunes de 15 à 29 ans (7%), un bon indice de vitalité économique. À l'inverse, celui de la Gaspésie et des Îles fut le plus élevé des régions avec un taux de chômage de 18,7% ! Si la région de Québec ne réussit pas à retenir ses immigrants, elle reste avantagée par les mouvements migratoires inter-régionaux car il s'exerce, encore une fois, au détriment des régions.

Les régions-ressources doivent être supportées davantage. La contrainte faite aux producteurs éoliens d'avoir un contenu gaspésien de 60% est une

solution à répéter. Des centaines d'emplois ont déjà été créés. Pourquoi ne pas aider, maintenant, des MRC à devenir des productrices d'électricité ? Des communautés locales à devenir des incubateurs d'entreprises, des coopératives de production ou de commercialisation de produits à valeur ajoutée tirés de la terre, de la forêt ou de la mer ?

Soyons clair : ces régions ne sont pas responsables du dépérissement qui les affecte. Le Québec moderne s'est construit sur leurs ressources à bon marché, le bois, le fer, l'électricité. La morue est disparue, des papetières ont fermé leurs portes, des mines ont réduit leurs activités. Le bois d'œuvre vit une crise sans précédent.

Leur dépendance aux transferts gouvernementaux frise les 50%. La moitié de la population active survit de prestations de chômage ou d'aide sociale ! En Gaspésie, le revenu annuel moyen est de 15 254\$: c'est 6 500 \$ de moins qu'à Québec ou Montréal. Cela n'a aucun sens.

Cette situation doit être corrigée. Les solutions existent si l'État se met à l'écoute des besoins

exprimés par le milieu lui-même. Il faut s'assurer que les programmes qui portent sur le pacte fiscal des régions-ressources ou sur la diversification et la transformation agroalimentaire conviennent aux besoins des collectivités. Cela ne doit pas nuire pour autant aux régions centrales comme cela semble avoir été le cas pour le crédit d'impôt sur les salaires et les exonérations d'impôt et de taxes corporatives, jugés discriminatoires. Une bonne stratégie manufacturière serait aussi la bienvenue.

Des partenariats de formation professionnelle et technique entre la Fédération des chambres de commerce du Québec et le ministère de l'Éducation semblent s'engager dans la bonne direction, car la qualification des employés demeure l'une des meilleures façons de redynamiser un milieu. La Fédération croit d'ailleurs que les leaders socioéconomiques régionaux devraient exercer une influence plus grande sur le choix des outils de développement.

Il faut les écouter en se rappelant que dans chaque communauté, même en dépérissement, des

hommes et des femmes ne
demandent pas mieux que de se
prendre en main si on les
supporte adéquatement. Le

succès de nombreuses initiatives
locales en fournit d'ailleurs la
preuve
abondamment.